



10 % des emplois des services support vont être supprimés au Cirad !

La mission RGPP sur les services support est passée au Cirad début 2011. Son rapport est tombé cet été. Sa recommandation : 10 % des postes des services support sont à supprimer au Cirad !

Ces suppressions de postes concernent :

- la direction des ressources humaines (DRH) ;
- la direction de la comptabilité et des affaires financières (DCAF) ;
- la direction technique des aménagements et de la maintenance (DITAM) ;
- la direction aux systèmes d'information (DSI).

Tous les services sont touchés, certains perdent jusqu'à 15 % des postes !

La méthode employée est scandaleuse et ne sert qu'à justifier des décisions déjà prises. Les syndicats vous l'avaient expliqué en mars en prenant l'exemple des audits RGPP dans les autres organismes de recherche. **Ces 10 % de suppression d'emplois correspondent à la commande exigée par Nicolas Sarkozy.**

Pour cela, le CIRAD a été charcuté, dépecé en sous-ensembles, ignorant complètement le collectif :
SUPPORT / APPUI / RECHERCHE

On voit bien que le lien entre les chiffres transmis par le Cirad aux inspecteurs et les résultats de l'audit est **pifométrique**. Aussi, **l'intersyndicale appelle tous les salariés du Cirad, à tous les niveaux hiérarchiques, à ne plus fournir de données à la RGPP**. En effet, la prochaine mission RGPP passera à l'automne pour les services d'appui (valorisation, documentation, communication,...), avec à coup sûr le même résultat. Il ne restera plus qu'à s'occuper ensuite des unités de recherche.

Le travailler plus, avec moins de budget et moins de postes, est en route !

Pour nous retirer 10% des postes dans les services, nous devons accepter :

- toujours **PLUS** de mutualisation avec les autres instituts de recherche avec **MOINS** de postes sur les tâches d'appui chargées de son exécution ;
- toujours **PLUS** de polyvalence et **MOINS** de formation des agents pour l'assurer ;
- toujours **PLUS** d'externalisation des tâches à payer avec **NOS** ressources propres (expertises, projets...)

Les syndicats dénoncent unanimement le mépris dont fait preuve le gouvernement envers les organismes de recherche et leurs agents.

Cadeau final de la RGPP : le siège du Cirad : le rapport préconise à plusieurs reprises le transfert du siège à Montpellier. Ceci permettra de vendre la rue Scheffer à un prix bradé à son plus proche voisin, l'Institut Français du Caoutchouc, c'est-à-dire le groupe Bolloré... On reste entre amis !!!

Tous les syndicats du Cirad appellent tous les salariés à participer à une
Assemblée Générale, jeudi 15 septembre à 13h
(Amphithéâtre Jacques Alliot à Lavalette)